

**SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>POLITIQUE INTÉRIEURE .....</b>	<b>2</b>
1.1	LA REELECTION DE MARC RAVALOMANANA AU 1 <sup>ER</sup> TOUR, LE 3 DECEMBRE .....	2
1.1.1	<i>Derniers jours de campagne</i> .....	2
1.1.2	<i>Résultats, réactions, contestations, bilan des observateurs</i> .....	2
1.1.3	<i>Mandats d'arrêt, arrestations et perquisitions</i> .....	11
1.1.4	<i>Les Églises et les élections présidentielles</i> .....	15
1.2	« BONNE GOUVERNANCE », LUTTE CONTRE LA CORRUPTION .....	16
<b>2</b>	<b>DROITS HUMAINS, JUSTICE.....</b>	<b>17</b>
<b>3</b>	<b>MEDIAS .....</b>	<b>18</b>
<b>4</b>	<b>COOPERATION .....</b>	<b>18</b>
<b>5</b>	<b>ÉCONOMIE.....</b>	<b>19</b>
5.1	FMI, REMISE DE LA DETTE .....	19
5.2	SITUATION ECONOMIQUE : ZONES FRANCHES, INVESTISSEMENTS MINIERES .....	19
<b>6</b>	<b>SANTE PUBLIQUE, CALAMITES.....</b>	<b>20</b>

# 1 POLITIQUE INTÉRIEURE

**Sénat : annonce d'élections en 2007** : son président, Rajemison Rakotomaharo, a annoncé la tenue des élections sénatoriales vers mi-2007. On sait que le Sénat est actuellement la seule institution de la République malgache dominée en majorité par le parti de l'opposition Arema, l'ancien parti au pouvoir. (D'après *Matera* du 01/12/2006)

**Vers la suppression du Sénat ?** « *Inutile et budgétivore* », ces appréciations de certains analystes remettent sur le tapis l'existence même de la Chambre haute. Selon des supputations, *la suppression du Sénat serait soumise à référendum l'année prochaine*. La logique veut que les sénatoriales aient lieu en mars car le mandat des sénateurs actuels prendra fin en mai. Mais, cette logique ne serait pas la logique du président Marc Ravalomanana qui voudrait apporter (politique d'austérité oblige) des innovations dans la gestion du pays. Ce référendum aboutirait à la suppression du Sénat qui a été restauré en 2001 par l'amiral Didier Ratsiraka, pour renforcer son pouvoir, autrement dit pour caser ses hommes. (D'après *Tribune* du 13/12/2006)

## 1.1 La réélection de Marc Ravalomanana au 1<sup>er</sup> tour, le 3 décembre

### 1.1.1 Derniers jours de campagne

**Le Cnoe déplore l'ampleur des erreurs dans les listes électorales** : malgré leur informatisation, les listes électorales sont truffées d'erreurs. Vu les difficultés des démarches à entreprendre pour les corriger, le Cnoe appréhende une abstention massive. « *De toutes les élections que nous avons observées, les réclamations liées aux listes et cartes électorales n'ont jamais été aussi nombreuses* », s'exclame le président de l'organisation. *Le taux d'erreurs peut atteindre 35% dans certaines régions*. Le Cnoe précise : *"les opérateurs de saisie ont été payés à la tâche, et beaucoup d'entre eux ne se sont pas préoccupés de la qualité de leur travail"*. *"Les erreurs sont graves dans la mesure où elles peuvent avoir une incidence sur le taux de participation. Les démarches à effectuer pour apporter les corrections découragent facilement les électeurs"*. (D'après *L'Express* du 01/12/2006)

**Cinq candidats se distinguent** : sur les 13 candidats engagés dans la course, seuls 5 sont parvenus à mener une campagne électorale qui leur a permis d'émerger du lot. Ce sont Marc Ravalomanana, Jean Lahiniriko, ancien président de l'Assemblée nationale, Roland Ratsiraka, neveu de l'ancien président Didier Ratsiraka et maire de Toamasina, Herizo Razafimahaleo, ancien vice-Premier ministre, et Norbert Ratsirahonana, ancien Premier ministre et ancien collaborateur de Marc Ravalomanana. Ces 5 candidats ont été les plus présents sur le terrain depuis le début de la campagne. *Les 9 autres ont fait de la figuration*. Le président candidat a battu le record de la visite de localités (130). (D'après *Matera* du 01/12/2006)

### 1.1.2 Résultats, réactions, contestations, bilan des observateurs

**Le scrutin a respecté les normes démocratiques**. Les premières projections dénotent *une avancée certaine du président- sortant dans l'ensemble du pays*. Notamment dans la capitale où il devance largement ses concurrents. Un observateur de la Francophonie parle de « *tsunami électoral* ». Dans les Régions, il réalise aussi une performance à la hauteur de ses attentes. Entre autres à Toamasina où il talonne sinon distance le candidat du terroir Roland

Ratsiraka. Ce dernier aura été, pour sa part, la surprise de cette élection. Presque partout, il fait jeu égal avec les autres candidats. Par endroits, il se trouve en 2ème position. Mais c'est sur le littoral Est qu'il effectue une fulgurante percée. *Ce scrutin présidentiel rehausse en tout cas la stature de Roland Ratsiraka* qui s'est donné par la même occasion une envergure nationale. Deux autres candidats suivent la marche. En l'occurrence Herizo Razafimahaleo et Norbert Ratsirahonana. Visiblement, ils se marquent à la culotte avec souvent des scores voisins. La déception vient de Lahiniriko Jean. En dehors du Sud- Est et du Sud où il bat péniblement les autres concurrents notamment son concurrent direct Marc Ravalomanana. S'agissant des candidats restants, ils viennent de subir une véritable déculottée. Enfin, les résultats obtenus par Elia Ravelomanantsoa honorent l'unique femme de la compétition. Au plan national, *le taux de participation dépasse les 60%*. Par ailleurs, des scores infâmant proches du zéro obtenus par certains candidats laissent plus d'un dubitatif. Du jamais vu dans les annales électorales. En somme, les combats d'arrière- garde menés par une demi-douzaine de concurrents avant le scrutin n'ont pas pesé sur le cours des événements. Au contraire, ils ont agi comme un facteur supplémentaire de mobilisation pour un électorat plus que jamais acquis au changement incarné principalement par Marc Ravalomanana et dans une moindre mesure par Roland Ratsiraka. (D'après Midi du 04/12/2006)

**Des irrégularités flagrantes :** en dépit de l'informatisation des listes électorales, des erreurs ont été relevées dans l'ensemble de l'île mais ces problèmes ont le plus souvent été résolus sur place. *Bon nombre d'électeurs n'étaient pas inscrits sur les listes électorales, d'autres n'avaient pas reçu leur carte.* Les cartes disponibles comportaient de très fréquentes erreurs. Certains observateurs ont signalé des écarts entre la liste mère au niveau de la région et la liste envoyée aux bureaux de vote. Les bulletins d'un certain nombre de candidats étaient absents dans de nombreux bureaux de vote. Dans certains bureaux de vote, les bulletins de ces candidats étaient bel et bien présents, mais ils n'ont pas pu mobiliser leurs délégués. (D'après Tribune du 04/12/2006)

**Premiers résultats partiels : plus de 69% pour Marc Ravalomanana.** Ce pourcentage porte sur 1002 bureaux de vote sur 17.581. *Pour ce qui est de la seconde place, trois candidats émergent. Norbert Lala Ratsirahonana, Herizo Razafimahaleo et Roland Ratsiraka au coude à coude.* Jean Lahiniriko a effectué un score honorable dans la province de Toliara. Marc Ravalomanana voit néanmoins son *hégémonie électorale contester dans plusieurs villes côtières.* Les observateurs estiment que le président candidat à sa succession pourrait gagner facilement plus de 50% des voix au niveau national et *être ainsi élu au premier tour.* La présence de **14.000 observateurs**, nationaux et internationaux sur tout le territoire, permet d'écarter la thèse de fraudes massives. Le ballet des hélicoptères a débuté. Les deux appareils, ainsi qu'un avion, prêtés par l'Afrique du Sud ont pour mission de sillonner le pays afin de récupérer au plus profond de la brousse les résultats de l'élection présidentielle. L'objectif est d'accélérer la récolte des procès-verbaux des bureaux de vote les plus inaccessibles par voie terrestre. La Haute cour constitutionnelle sera la seule à proclamer officiellement les résultats, certainement avant Noël. (D'après Midi et Clicanoo du 05/12/2006)

**Quatre candidats aux présidentielles portés disparus ! En l'occurrence Philippe Tsiranana, Manandafy Rakotonirina, Monja Roindefo et Ferdinand Razakarimanana.** Farouches défenseurs de la démocratie, ces «politiciens» ont faussé compagnie à leurs électeurs. La plupart des bureaux de vote n'ont pas reçu les bulletins à leur effigie. Hélas ! *Cette anomalie met en doute l'authenticité et la valeur morale des politiciens à Madagascar et dénigre, surtout, l'éthique politique.* Il est vrai que l'ambition présidentielle les a poussés à verser la caution de 25 millions au Trésor public, afin de renflouer la caisse «électorale» de l'État, d'imprimer quelques affiches et de tailler la route sans tambour ni trompette. Avec cette

absence qui a dû faire se retourner dans leur tombe les pères Tsiranana et Monja Jaona, la politique malgache est encore loin de progresser dans le droit chemin de la vraie démocratie. (D'après *Les Nouvelles* du 05/12/2006)

**Les observateurs de la Coi satisfaits** : la Commission, qui avait dépêché à Madagascar une vingtaine d'observateurs, a estimé dans un communiqué que "globalement, le scrutin s'est tenu dans des conditions acceptables et dans le respect des dispositions juridiques". Pour la Coi, "les élections de Madagascar témoignent des progrès de la démocratie et de la bonne gouvernance dans les pays membres de la Commission de l'océan Indien". Mais, au passage, les membres de la délégation qui comptait aussi deux députés et deux sénateurs français invités soulignent quelques éléments à améliorer. Pour ce qui concerne la campagne, "l'absence d'une autorité indépendante régulatrice de l'audiovisuel a entraîné des abus de propagande et une inégalité dans l'accès des candidats aux médias audiovisuels". Dans le même registre, "l'absence de dispositions concernant le plafonnement des dépenses électorales a mis en évidence la disparité des moyens entre les différents candidats". Les observateurs de la Coi, qui s'étaient répartis dimanche entre les principales grandes villes de province, ont pu constater que "tous les candidats n'ont pas eu les moyens de faire imprimer et d'acheminer les bulletins à leur nom dans l'ensemble des bureaux de vote". Aussi, dans leurs conclusions, estiment-ils que "l'utilisation d'un bulletin unique peut être préconisée". (D'après *Clicanoo Réunion* du 05/12/2006)

**Un vote ethnique dans quelques provinces** : alors que le président candidat comptait sur un score plus qu'honorable à Toliara, il y a perdu face à l'ancien président de l'Assemblée nationale Jean Lahiniriko originaire de cette région du Sud. A Toamasina (côte Est), le neveu de l'ancien président en exil Roland Ratsiraka, originaire de cette province, l'a également devancé. Mais il faut aussi souligner que Roland Ratsiraka a raflé la mise dans la ville d'Antsiranana (Nord). Le comité de soutien de Roland Ratsiraka ne comprend pas pourquoi le ministère n'a pas encore publié les résultats complets des 140 bureaux de vote de la ville de Toamasina. Il ne l'a fait que pour 40 bureaux. Le comité a également soulevé la question de la publication tardive des scores médiocres du président candidat dans certaines localités. (D'après *Matera* du 05/12/2006)

*On parle de vote ethnique mais cela ne reflète pas du tout les résultats des urnes.* Vote de proximité ou vote par affinité, diront certains tandis que d'autres affirment que c'est un vote qui n'est pas logique mais sentimental. Toujours est-il que Marc Ravalomanana mène pour l'instant avec plus d'une longueur d'avance (64,8%) et dans le cas contraire dans certaines zones ou régions, pas très loin du leader local. Les résultats officieux du scrutin arrivent au compte-goutte (ils comptabilisent à ce jour portent sur moins de 20% des bureaux de vote mais environ le tiers du corps électoral). Marc Ravalomanana mène toujours très largement. Mais on constate qu'il perd petit à petit des points tandis que Roland Ratsiraka et Herizo Razafimahaleo continuent de grimper. Si rien n'est encore joué, les chances du président sortant de gagner au premier tour demeurent étant donné l'écart assez important entre lui et les autres. Il faut reconnaître que s'il n'est pas premier dans les provinces autres qu'Antananarivo il y est toujours second et les scores qu'il réalise ne sont pas négligeables. Sur les 80 districts qui ont déjà transmis leurs résultats, le président sortant obtient la majorité absolue dans 35 d'entre eux. (D'après *Tribune et Clicanoo Réunion* du 06/12/2006)

**Observation de l'élection par les représentants de la Sadc** : « *La Voix des peuples a pu être exprimée* ». La course à la magistrature suprême s'est très bien déroulée malgré les incidents qui ont pu être signalés. C'est ainsi qu'on peut résumer les propos des membres de la Sadc, qui ont par la suite félicité Madagascar. « *Les citoyens malgaches ont fait preuve de maturité et de*

*tolérance en votant* », a souligné le chef de mission des observateurs et ministre d'état à la présidence de la République de Tanzanie.

*Mais visiblement, les observateurs internationaux ont tenu un langage diplomatique* pour ne pas vexer le ministère de l'Intérieur d'un pays membre. Ils ont complètement ignoré l'omission des milliers d'électeurs sur la liste électorale et l'existence de plusieurs milliers de cartes électorales non distribuées. Pire, les observateurs de la Sadc ont félicité Madagascar pour le traitement des informations relatives aux élections par les médias publics. On ne sait si ces observateurs sont au courant que les journalistes des chaînes publiques n'ont pas été autorisés à couvrir la campagne de tous les candidats. Toutefois, les observateurs de la Sadc ont suggéré de confier l'organisation des élections à une Institution indépendante. (D'après Tribune du 06/12/2006)

**Désabusés ! Les politiques le sont au plus haut point au lendemain du 3 décembre.** Au fur et à mesure que les résultats partiels sont transmis, le chef d'État sortant s'affirme comme le prétendant le plus sérieux à sa propre succession. Beaucoup n'en reviennent pas de cette décision des Malgaches d'accorder, une fois de plus, leur confiance à Marc Ravalomanana... Les jeux sont faits depuis longtemps, n'en déplaise aux candidats flambeurs. Les Malgaches ont fait leur choix bien avant la campagne, et bien naïfs ceux qui croyaient pouvoir détourner l'attention d'une *population assagie par des expériences répétées, plus dévastatrices les unes que les autres*. De cette élection, on retiendra que les «politiques», souvent habitués à tirer les ficelles, se sont cette fois fait emmener en bateau par leurs pantins favoris. (D'après Les Nouvelles du 06/12/2006)

**Émergence d'opposants provinciaux :** le rapport de forces issu du scrutin pèsera dans les rapports entre les provinces et le pouvoir central. Roland Ratsiraka et Jean Lahimiriko ont acquis une certaine légitimité qui les rendra *incontournables dans le microcosme provincial*. Notamment dans la remise en place des provinces autonomes. Difficile en effet pour Marc Ravalomanana, s'il est réélu, de faire perdurer le provisoire de 2002, en maintenant à la tête des provinces les Pds nommés par le pouvoir central. Ces Pds ne sont nullement prévus par la Constitution. Les régions qui sont des démembrements des provinces autonomes, devront également avoir à leur tête, des dirigeants élus. Dans cette optique, il faudra compter sur le nouveau rapport de forces issu du scrutin. Le pouvoir central aura en face de lui des « *opposants* » locaux qui vont cristalliser les aspirations de leurs régions. Au risque d'exacerber le régionalisme. (D'après Midi du 07/12/2006)

**R. Ratsiraka renouvelle ses accusations de fraude électorale :** il affirme être en position de participer à un second tour face au président sortant et affirme que le clan Ravalomanana veut "*manipuler les procès-verbaux des bureaux où on a gagné* ». Selon ses déclarations à l'Afp, « *ils changent les vrais PV par des faux contenant des irrégularités, qui permettront d'annuler les résultats de ces bureaux*. (D'après Jeune Afrique du 07/12/2006)

**L'informatisation des listes et la compilation des résultats par des privés condamnées par les observateurs de l'Union africaine :** « *Une commission électorale indépendante aurait dû lui-même mener toutes les opérations relatives aux élections, y compris la compilation des résultats du scrutin*», signale dans son rapport intermédiaire le président de la commission électorale nationale indépendante du Burkina Faso et responsable de la mission d'observation de l'Ua. Il accuse ainsi le ministère de l'Intérieur, non seulement d'être juge et partie, mais surtout de risquer délibérément de perdre la confiance de la population. Il reconnaît avoir listé plus de points négatifs que de points positifs dans l'organisation des élections. A l'exemple de l'informatisation des listes électorales «*qui est une bonne initiative à laquelle on aurait dû consacrer plus de cinq mois*». Mais «*les incidents ne sont pas de nature à affecter les résultats comme*

*le seraient des bureaux de vote fermés ou des listes électorales non parvenues», conclut la mission. (D'après Les Nouvelles du 07/12/2006)*

**Les partisans de Lahiniriko portent plainte pour fraudes** : contrairement aux déclarations des observateurs internationaux, les partisans du candidat Lahiniriko dénoncent l'existence des fraudes massives dans l'ensemble de l'île. Des plaintes seront déposées à la Hcc et au parquet. Ils laissent entendre que le propriétaire de la société qui s'est vue attribuer le marché pour l'informatisation des listes électorales n'est autre que la conjointe d'un membre du gouvernement. Une manière de dire que l'omission des noms des électeurs et les erreurs sur les cartes électorales n'est pas le fruit du hasard. Ils revendiquent avec fermeté la confrontation des procès-verbaux électoraux ainsi que des listes électorales. (D'après Tribune du 08/12/2006)

**Le score de Ravalomanana, toujours en tête, s'amenuise. Roland et Lahiniriko se disputent la seconde place.** 4 jours après le scrutin, le candidat Ravalomanana mène avec 56,40% des voix. Par contre, les scores des candidats Roland Ratsiraka et Jean Lahiniriko s'améliorent. Roland Ratsiraka est à 10,39%, Jean Lahiniriko à 10,09%. Herizo Razafimahaleo, lui aussi, a vu son score augmenter à 8,71%. Ces résultats portent sur 82,13% des bureaux de vote. (D'après Tribune du 08/12/2006)

**Le score du président candidat en chute libre** : 63% mardi, 59% mercredi et 56% jeudi. Le score du président candidat chute régulièrement à mesure que les résultats des bureaux des provinces arrivent. Reste 3000 bureaux de vote les plus éloignés environ sur les 17 591 éparpillés sur tout le territoire. Une tendance qui pourrait se stabiliser. (D'après Les Nouvelles du 08/12/2006)

**Observateurs de l'Oif : satisfaction.** Au terme de leurs observations menées à Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliara, la mission francophone a déclaré que «*la campagne électorale s'est déroulée de façon satisfaisante dans une atmosphère de liberté en dépit de quelques limitations de la liberté de réunion et d'incidents isolés*». Elle a aussi relevé l'inégalité de moyens entre candidats, le nombre parfois pléthorique d'électeurs par bureau de vote, allant souvent au-delà de 3000, ainsi que le nombre significatif des cartes d'électeur non distribuées. Et de conclure sur les mots «*libre, fiable et transparent*» pour qualifier le processus électoral. (D'après Les Nouvelles du 08/12/2006)

**Extraits de la déclaration de l'Ambassadeur des Etats-Unis** : «*Pour les candidats perdants qui décident de se ranger dans l'opposition, je vous encourage à adopter une approche pacifique et constructive, ou encore de servir le bien-être de votre pays d'une quelconque autre manière. Le processus démocratique à Madagascar ne pourra être renforcé que si l'opposition propose des alternatives viables lorsqu'elle met en doute la politique du gouvernement. Les Etats-Unis souhaitent toujours poursuivre leurs relations de partenariat solides avec Madagascar et avec le candidat que le peuple aura choisi pour être son nouveau dirigeant.* » (D'après Les Nouvelles du 08/12/2006)

**Marc Ravalomanana réélu au 1er tour avec un score de 54,8%, mais son rival le plus proche, Jean Lahiniriko, a aussitôt contesté les résultats.** La participation a été de 61%. Lahiniriko, ancien président du parlement, est crédité de 11,7% des voix et Roland Ratsiraka, le suit de peu avec 10,1%, a indiqué le ministère de l'Intérieur. Ces résultats complets mais officieux doivent encore être approuvés par la Hcc après l'examen des plaintes de l'opposition. Elle dispose de 20 jours pour le faire. *Le camp de Lahiniriko a déclaré qu'il n'acceptait pas les résultats, ce qui fait peser la menace d'une nouvelle crise politique, similaire à celle qui a suivi les élections de 2001 et a mis la Grande île au bord de la guerre*

civile. "Ces résultats sont faux. D'après les chiffres dont nous disposons, le candidat Ravalomanana n'a que 49% et des poussières. De sorte que nous ne reconnâtrons pas ces résultats", a déclaré le directeur de campagne de Lahiniriko. (D'après Reuters du 10/12/2006)

Il a fait appel à toutes les forces vives, notamment les militaires et les administrateurs civils, négligés, selon lui, lors de l'organisation de cette élection, à prendre leurs responsabilités. Mais il reste silencieux sur ses intentions réelles concernant le mouvement de contestation qu'il veut mener. (D'après Les Nouvelles du 11/12/2006)

**Roland Ratsiraka dépose des requêtes à la Hcc** : la vague de contestation autour des listes et cartes électorales prend de l'ampleur. Après Jean Lahiniriko, c'est au tour de Roland Ratsiraka de fustiger l'organisation de l'élection présidentielle. Le maire de Toamasina promet de protester si la Hcc confirme les résultats provisoires publiés par le ministère de l'Intérieur. "Nous avons déposé deux requêtes auprès de la Hcc", a fait savoir Roland Ratsiraka. « La première plainte concerne la publication par la juridiction constitutionnelle de la liste électorale, arrêtée quatre jours avant le scrutin, la seconde demande la confrontation des procès-verbaux. **Selon les documents en notre possession, le chef de l'État actuel ne dispose que de 47% des voix**". Dans les prochains jours, d'autres candidats, à l'image de Herizo Razafimahaleo, vont aussi déposer leurs requêtes à la Hcc. Ces derniers peaufinent leur stratégie avant de la dévoiler, même si sur le fond, les plaintes risquent de ressembler, en gros, à celles formulées jusqu'ici. (D'après L'Express du 12/12/2006)

**Cinq candidats sont signataires d'un communiqué qui exprime la nullité de l'élection du 3 décembre** : Jean Lahiniriko, Philippe Tsiranana, Ferdinand Razakarimanana, Daniel Rajakoba, et Monja Roindefo. Les arguments avancés qu'ils invoquent sont similaires à ceux avancés par les observateurs au cours de la présentation de leur rapport préliminaire : anomalies dans les listes électorales, absence d'indépendance du Cne, non utilisation du bulletin unique. (D'après Les Nouvelles du 13/12/2006)

**La vice présidente de l'Assemblée nationale et vice présidente du Tim, Zénaïde Ramampy, n'est pas partante pour la confrontation des PV** : après avoir affirmé que c'est le développement qui est primordial pour la population, elle a ajouté qu'« aucune raison valable ne peut justifier cette confrontation, puisque l'écart entre le nombre de voix obtenues par le premier et le second candidat est énorme (40%) ». Elle estime que si ce sont les deux concurrents situés en tête qui réclament cela, c'est du temps perdu et que les résultats officiels publiés sur le web par le ministère doivent suffire. (D'après Les Nouvelles du 14/12/2006)

**Les contestataires contestés** : le Mouvement pour le développement régional (Hif) présidé par réagit face à la contestation de l'organisation et des résultats officiels de l'élection présidentielle. Il dénonce ainsi l'attitude qu'ont adoptée certains candidats perdants et leurs partisans tout au long du processus électoral. « Combien parmi les contestataires d'aujourd'hui ont daigné mobiliser leurs troupes pour vérifier les listes et faire réparer les erreurs ? Sur quelles bases peuvent-ils alors affirmer qu'il y a eu manipulation de vote, alors que dès le départ ils n'ont pas eux-mêmes pris leurs responsabilités ? Nous dénonçons en conséquence le recours systématique à la stratégie du soupçon pour dénigrer les efforts de transparence déployés par le gouvernement". (D'après L'Express du 15/12/2006)

**L'Union européenne satisfaite du déroulement du scrutin** : elle « félicite les autorités pour la bonne organisation générale du scrutin" et "note également avec satisfaction les efforts menés afin de mieux respecter les principes de base d'une élection libre, équitable et transparente". Le seul point sur lesquels l'Union européenne attend des résultats meilleurs concerne le traitement des

résultats. Elle se dit *"attentive à la poursuite du processus qui ne s'achèvera qu'à la proclamation des résultats"*. (D'après L'Express du 15/12/2006)

**Le Cne incapable de donner le nombre des électeurs mais il a validé la consultation populaire.** Il a été présent dans près de 70% des bureaux de vote et n'a pas constaté d'irrégularité grave pouvant entacher le scrutin, du moins jusqu'à présent. Il évoque l'*"effort de transparence"* dans l'organisation du scrutin. Il ne trouve pas non plus d'erreur grave dans la confection des listes électorales, *"malgré quelques imperfections"*. Il avoue pourtant *"ne pas disposer du nombre exact des personnes inscrites sur la liste électorale le jour où cette dernière a été définitivement arrêtée"* et *"ne pas disposer d'un chiffre relatif aux marges d'erreurs lors de la manipulation de ladite liste"*. **"Tous les candidats sont sur le même pied d'égalité devant les quelques erreurs privant certains électeurs de leur droit de vote. Personne ne peut prétendre disposer de ces voix car celles-ci sont aléatoires"**, ajoute-t-il, en fustigeant les candidats comme Roland Ratsiraka ou Jean Lahiniriko qui évoquent des erreurs et omissions volontaires à leurs dépens et en faveur du candidat-président. (D'après L'Express et Tribune du 16/12/2006)

**Emmanuel Rakotovahiny : « La réconciliation nationale pour désarmer l'engrenage »** Très préoccupé par le développement de l'actualité de ces derniers jours, Emmanuel Rakotovahiny, vice-président du Comité pour la Réconciliation nationale (Crn) et président du parti Undd, réitère son appel en faveur de la réconciliation nationale, son credo depuis le 1er trimestre 2002 mais qui se fait de plus en plus pressant. Le Crn trouve en effet que les événements post-électorales ont accéléré la détérioration de la situation politique et sociale déjà malsaine bien avant le scrutin. (D'après Tribune du 16/12/2006)

**Conflit électoral : l'opposition souhaite l'intervention de la Francophonie.** Elle persiste à contester la victoire officielle du candidat Marc Ravalomanana. *"Nous allons porter plainte auprès des dirigeants de la Francophonie, car cette dernière est habilitée à prendre des mesures sévères à l'encontre de ses membres"*, annonce le co-président du Comité national pour la défense de la légalité (Cndi), Alain Ramaroson. *"Elle peut procéder à la suspension de tous les accords multilatéraux, signés par le pays mis en cause par les autres adhérents"*. L'intervenant se base sur la déclaration de Bamako de 2002, relative aux droits de l'homme. Il en est arrivé à dire *"que nous sommes en plein terrorisme d'État"*, en évoquant la série de perquisitions *"effectuées par des éléments cagoulés et armés"*. (D'après L'Express du 18/12/2006)

**Il est quand même étonnant de voir que ces contestataires de l'élection envisagent de porter leurs doléances devant la Francophonie.** On se croirait revenus à l'époque où la France était à chaque fois consultée sinon sollicitée pour résoudre les grands problèmes des affaires nationales. Mais cette époque est révolue. Par ailleurs, il faut dire que la Francophonie avait ses observateurs à cette élection, lesquels ont déjà rendu leur rapport en soulignant que l'élection s'est déroulée d'une manière entièrement libre, transparente et démocratique. Il en est de même pour les autres observateurs internationaux de la Sadc. S'en remettre ainsi à des instances internationales pour trouver des solutions à nos problèmes, semble ne viser qu'un seul objectif : discréditer les instances nationales et manifester leur manque de confiance en ces dernières. (D'après Les Nouvelles du 19/12/2006)

**La Hcc très critiquée par les candidats de l'opposition :** tout au long de la semaine, les candidats alliés ont déposé des plaintes auprès de la Hcc pour divers motifs : mauvaise organisation du scrutin, non-conformité des bulletins du président sortant (utilisation des couleurs nationales), *"propos menaçants"* du président-candidat, non respect de dispositions constitutionnelles. La publication des résultats officiels devrait intervenir, en principe, avant le 6 janvier, mais les candidats posent des préalables, notamment la confrontation des procès-verbaux. (D'après L'Express du 18/12/2006)



**Plaintes contre les membres de la Hcc** : le « *Comité National pour la Défense de la Légalité* » poursuit son offensive juridique. Ainsi 4 candidats regroupés au sein de cette plateforme ont déposé une *requête visant à exiger de la Hcc qu'elle renonce à officialiser les résultats du scrutin jusqu'à ce que la juridiction pénale ait tranché sur le sort réservé aux diverses plaintes qu'ils ont déposées*. Selon les plaignants, la Hcc n'a pas statué dans le délai imparti par la loi. Les membres de la Hcc ont opté pour le mutisme total. (D'après *Tribune du 19/12/2006*)

**Le clan Lahiniriko dépose une nouvelle requête en annulation des élections** : le comité de soutien du candidat dépose une nouvelle plainte *portant sur le nombre de bureaux de vote*. "Le nombre des bureaux de vote avancé par le ministère de l'Intérieur ne coïncide pas avec celui de la Hcc. Si on procède au recensement des bureaux de vote qui existent effectivement, on trouvera encore un autre nombre", explique-t-il. (D'après *L'Express du 20/12/2006*)

**Panne d'ordinateurs mystérieuse au ministère de l'Intérieur durant le traitement des résultats** : cette panne a provoqué beaucoup de commentaires non seulement au niveau du staff électoral des candidats, mais aussi au sein de la classe politique. Après enquête, nous avons appris qu'il ne s'agit pas d'une panne accidentelle. Contrairement à la version officielle, on a volontairement éteint les machines pendant plusieurs heures avec ordre de ne pas y toucher. Chose curieuse, *la panne s'est produite au moment où le score du candidat président a nettement régressé*. Et après le retour à la normale, il s'est stabilisé autour de 55%. Bien que les résultats officiels ne soient pas encore proclamés et que des requêtes sont encore en cours, la grande famille de la communauté internationale, farouche défenseur de la démocratie, s'est précipitée pour saluer le candidat président. Du côté du pouvoir, les grands ténors du parti présidentiel se sont vigoureusement opposés à la confrontation des procès-verbaux pour des raisons obscures, alors qu'en 2002 cette confrontation était devenue leur cheval de bataille... (D'après *Tribune du 20/12/2006*)

**Le candidat Herizo Razafimahaleo réclame la tenue d'une nouvelle élection** : à quelques jours de la proclamation des résultats, la liste des candidats qui demandent l'annulation du scrutin s'allonge. Herizo Razafimahaleo emboîte le pas aux quatre récalcitrants, Ferdinand Razakarimanana, Daniel Rajakoba, Philippe Tsiranana et Monja Roindefo, et Jean Lahiniriko. A l'heure actuelle, *19 requêtes se trouvent entre les mains de la Hcc*. "L'élection présidentielle est illégitime et les résultats sont entachés d'illégitimité", argumente le candidat. Le fondateur du parti Leader Fanilo poursuit : "L'élection ne reflète pas avec exactitude le choix du peuple. Beaucoup de choses rendent le scrutin illégitime. Le nombre de citoyens privés de leur droit de vote, estimé à 4,31 millions, est aussi nombreux que les suffrages exprimés, 4,43 millions. Ce qui pourrait faire basculer les résultats vers la nécessité d'un deuxième tour". (D'après *L'Express du 21/12/2006*)

**Le Dap/Kmsb acceptera les résultats de l'élection présidentielle** : ce mouvement avait procédé, avant l'échéance électorale, à l'éducation citoyenne et sensibilisé les électeurs à vérifier leur inscription dans la liste électorale. Il avait interpellé les autorités chargées du processus électoral sur les erreurs et omissions. Des contacts avaient été pris avec les bailleurs de fonds appuyant le processus électoral, et un projet de campagne de sensibilisation et d'éducation civique impliquant les partis politiques, les candidats et les Ong de la société civile leur avait été proposé sans avoir pu obtenir satisfaction. Pendant le scrutin, il a placé des observateurs dans plusieurs bureaux de vote. Mais faute de moyens financiers, cette mobilisation a rencontré des difficultés. *Après avoir été très critique sur l'organisation et le déroulement du scrutin, le Dap annonce qu'il acceptera les résultats* issus des urnes et soutiendra le vainqueur déclaré par la Hcc. (D'après *Les Nouvelles du 21/12/2006*)

**Contestation des résultats : Lahiniriko lance une série de meetings.** "A partir de maintenant, je lance un meeting de contestation des résultats de l'élection présidentielle dans toute la province de Toliara", a-t-il fait savoir. « A partir de maintenant, ce genre de manifestation est interdit et nous allons employer la force pour l'interdire si c'est nécessaire", prévient le Pds de Toliara. Face à l'initiative de Jean Lahiniriko, les autres candidats semblent vouloir attendre de voir un peu l'évolution de la situation avant de se positionner. (D'après L'Express du 22/12/2006)

**Examen des requêtes par la Hcc : son président Jean Michel Rajaonarivony rassure les candidats.** Le maintien de la date du 23 décembre pour la tenue de la proclamation officielle des résultats de l'élection présidentielle se justifie selon lui par le fait que *les recours déposés ne sont pas suspensifs*. En outre, même reçues après la proclamation des résultats, toutes les plaintes devront faire l'objet d'une délibération de la Cour, même si cela doit conduire au changement des résultats proclamés. (D'après L'Express du 22/12/2006)

**Cinq candidats boycottent la proclamation des résultats prévue ce 23 décembre :** une forme de contestation que certains ont affichée depuis l'annonce des résultats officiels. En revanche, quelques candidats malheureux seront présents. Cette décision concertée a été prise par les quatre candidats membres du « *front de refus* ». Le cinquième est Jean Lahiniriko qui fait cavalier seul. Le candidat Pety Rakotoniaina complète le tableau de ceux qui seront absents de la cérémonie. Il est toujours en fuite. Trois candidats sont encore dans le flou concernant leur présence, ou celle de leurs représentants. C'est le cas de Norbert Lala Ratsirahonana, Herizo Razafimahaleo ou encore Roland Ratsiraka. *Les hauts conseillers doivent répondre à une trentaine de requêtes*, lors de la proclamation officielle des résultats. Ils ont déjà rejeté deux plaintes déposées par les deux candidats Roland Ratsiraka et Daniel Rajakoba. Quelques parlementaires demandent le *remplacement des membres de la Hcc*, par le biais d'une lettre adressée au président de la République, aux présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale ainsi qu'au ministre de la Justice. (D'après L'Express du 23/12/2006)

**Marc Ravalomanana proclamé officiellement vainqueur de la présidentielle :** selon les résultats proclamés par la Hcc, M. Ravalomanana a été réélu avec 54,79% des voix, loin devant les autres candidats. La cérémonie d'investiture est prévue pour la première quinzaine de janvier. Le président sortant était largement en tête du premier tour de scrutin : l'ancien président de l'Assemblée nationale, Jean Lahiniriko, n'a remporté que 11,65% des suffrages, devant Roland Ratsiraka, neveu de l'ex-président, à 10,14%, et le chef d'entreprise Herizo Razafimahaleo, qui obtient 9,03% des voix. Enfin, le juriste Norbert Ratsirahonana a recueilli 4,22% des suffrages. Le scrutin a été jugé globalement satisfaisant malgré de nombreuses défaillances observées par l'ensemble des organisations internationales présentes. Les principaux rivaux de M. Ravalomanana avaient déposé ces derniers jours de nombreux recours devant la Hcc, dénonçant des irrégularités ; ils ont été rejetés comme non fondées ou irrecevables. Les demandes de confrontation de procès-verbaux ont été acceptées par la Hcc qui, après examen, n'a décelé aucune irrégularité. (D'après AFP du 23/12/2006)

**Le président Jacques Chirac a adressé à son homologue ses "chaleureuses félicitations" et "voeux de plein succès" pour son nouveau mandat.** "Par un scrutin dont tous les observateurs ont relevé la bonne organisation et la régularité, les électeurs malgaches vous ont renouvelé leur confiance. C'est reconnaître et approuver l'impulsion nouvelle que vous avez donnée au développement économique et au progrès social à Madagascar. C'est aussi l'expression d'un choix qui s'est fait dans le respect des principes démocratiques", a poursuivi M. Chirac. (D'après AP du 23/12/2006)

**L'opposition affaiblie par la proclamation des résultats officiels des présidentielles :** les adversaires de Marc Ravalomanana s'éclipsent peu à peu de la scène politique. Les revendications de certains candidats ont pris fin avec l'annonce de leur échec, quelques uns, comme Ny Hasina Andriamanjato, tentent un rapprochement avec le pouvoir, pour s'offrir un poste ministériel, d'autres sont déjà repartis à l'étranger, comme Herizo Razafimahaleo. Les leaders des Trois forces nationales (3FN) se sont dispersés. Le silence des autres prétendants, la cavale de Pety Rakotoniaina, ne font qu'accentuer *la fragilité, voire la précarité de la situation des derniers opposants du régime.* (D'après L'Express du 27/12/2006)

**Le Comité national d'observation des élections (KMF/Cnoe) relance son appel à la révision du Code électoral.** Malgré l'amélioration de la gestion des affaires électorales constatée par le Cnoe, il a adressé des recommandations à tous les acteurs électoraux. Dans sa déclaration finale sur l'élection, il déclare : *"La révision du Code électoral en vigueur est incontournable, nous attirons, pour la énième fois, l'attention de tous les acteurs électoraux pour une démarche commune dans ce sens"*. Le Comité, qui insiste entre autres sur la mise en place d'un organe indépendant de gestion des élections ainsi que sur la prise en charge par l'Administration de l'impression et l'acheminement des bulletins des candidats en utilisant le bulletin unique. (D'après L'Express du 30/12/2006)

### **1.1.3 Mandats d'arrêt, arrestations et perquisitions**

**Après l'incident dans un bureau de vote de Toliara, 4 personnes ont été arrêtées,** dont deux anciens parlementaires et un ancien maire. Ces personnes auraient des relations avec les candidats qui ont constitué un *front du refus contre la date du 3 décembre*. Ces derniers ont organisé à Toliara des meetings avant les élections. Certains de leurs partisans ont failli attaquer une société du groupe appartenant au président de la République. (D'après Matera du 05/12/2006)

**7 personnes placées sous mandat de dépôt :** le 3 décembre, l'élection a été suspendue dans 3 bureaux de vote de Toliara, après l'intrusion d'individus dans ces lieux pour y dérober et brûler les urnes et les listes électorales. L'instruction s'est soldée par la mise sous mandat de dépôt de 7 personnes pour *«entrave au bon déroulement des élections présidentielles, atteinte à la sûreté intérieure de l'État et provocation à un attroupement»*. 3 d'entre elles sont soupçonnées d'être les commanditaires ayant privé de leur droit de vote quelque 5.635 électeurs. Parmi ces malfaiteurs se trouve un ancien député. (D'après Les Nouvelles du 11/12/2006)

**Cinq arrestations de manifestants à Toliara :** après l'arrestation du présumé incendiaire des urnes du scrutin du 3 décembre, le *fokonolona* a voulu extirper de force le prévenu de la prison. Une émeute a éclaté dans le centre ville et les forces de l'ordre ont dû tirer en l'air et procéder à 5 arrestations. Les suspects mis en cause dans l'incendie des urnes sont au nombre de 7. Parmi eux se trouve un ancien député de Toliara qui est connu comme étant un des meneurs de l'Arema local. (D'après L'Express du 16/12/2006)

**Gal Fidy : une prime de 100 millions Ar pour tout renseignement pouvant permettre sa capture.** Le Gouvernement a décidé, après échanges de vue, d'octroyer une prime de 100 millions d'Ar à toute personne ou groupe de personnes qui fourniront des renseignements permettant l'arrestation du général Randrianafidisoa. On se rappelle que la capture du tristement célèbre lieutenant-colonel Coutiti après les événements de 2002 a été accélérée par le recours à ce procédé. (D'après Le Quotidien du 06/12/2006)

**Révélation sur l'enquête :** suite aux perquisitions faites à ses domiciles on a appris que le document « *accablant* » dont les forces de l'ordre ont refusé de révéler à la presse le contenu, serait un « *devis* » pour un coup d'État. Une somme d'argent de 240 000 Ar destinée à être distribuée dans des bases militaires. (D'après *Midi* du 07/12/2006)

**Les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation de trois réservistes fidèles du Général Fidy,** surpris en train de distribuer des tracts « *incitant la population à la révolte* », selon les éléments qui ont procédé à l'arrestation. Et toujours dans la même journée, mais dans la capitale du Betsileo, Fianarantsoa, *des échauffourées auraient eu lieu entre les forces de l'ordre et les partisans de Pety, l'actuel maire et candidat à la présidentielle.* La cité est devenue soudain ville morte. La mairie a été encerclée par l'armée mais Pety aurait réussi à prendre la fuite. Les motifs de cette intervention restent à élucider. Elle pourrait être liée aux barrages érigés dans la ville par des manifestants le jour du scrutin. (D'après *Midi* du 07/12/2006)

**Quatre chefs d'accusations contre le maire de Fianarantsoa :** la conférence de presse du Secrétaire d'État Chargé de la Sécurité Publique, a permis de connaître les motifs de poursuite de Pety Rakotoniaina. « *Menace de mort contre le chef de région et le chef de district de Fianarantsoa ; vol de voiture d'État en 2004 ; violation des lois électorales ; insulte contre des forces de l'ordre* », a souligné le numéro Un de la police. Ce dernier d'insister sur *l'absence de lien entre l'affaire Pety et son fidèle compère de Général Andrianafidisoa,* lui aussi, introuvable. Des proches du maire ont affirmé le contraire. Ces derniers ont précisé que le candidat serait également accusé d'avoir participé à la mise en place de barrages destinés à empêcher les électeurs d'aller voter la veille du 3 décembre à Fianarantsoa. (D'après *Midi et Matera* du 08/12/2006)

**Fidy et Pety : ennemis publics n°1 ?** Le conseil du gouvernement a décidé de mettre à prix la tête du général Randrianafidisoa alias Fidy, suite à son coup d'État manqué. Pour l'instant, cette stratégie n'a pas encore porté ses fruits, le général court toujours avec ses compagnons d'armes. Le général, accompagné d'une dizaine de militaires dont quelques officiers supérieurs, serait réfugié dans un lieu hautement stratégique et difficile d'accès. Après le général Fidy, c'est son ami Pety Rakotoniaina qui a été pris pour cible. Visiblement, ces deux anciens bras droit de Ravalomanana sont devenus les ennemis numéro un de l'actuel régime. Reste à savoir si les deux hommes forts de Fianarantsoa de la crise 2002 sont dans un même lieu ou non. (D'après *Tribune* du 09/12/2006)

**Le directeur de campagne de Pety Rakotoniaina est en garde à vue :** Les enquêteurs recherchent une piste susceptible d'attester d'une implication du candidat Pety Rakotoniaina et de son équipe dans les actes perpétrés par le général Fidy. (D'après *L'Express* du 16/12/2006)

**Harcèlement des hommes politiques : les domiciles de Zafy et A. Ramaroson perquisitionnés.** Quelques jours seulement après le scrutin présidentiel, le régime Ravalomanana renoue avec ses anciennes pratiques. Deux leaders politiques dont l'ancien président de la République Zafy Albert et le président du parti Masters Alain Ramaroson ont reçu la visite des éléments des forces de l'ordre. **Motif invoqué : ils seraient parmi les éventuels chefs politiques qui pourraient abriter ou accueillir le général Randrianafidisoa (Fidy) recherché actuellement pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État.** Apparemment, les visiteurs n'ont rien trouvé sur les lieux. Pour les personnalités en cause, il s'agit de harcèlement politique destiné à intimider les opposants. (D'après *Tribune et Les Nouvelles* du 09/12/2006)

**14 grenades trouvées au domicile du Pr Zafy** suite aux perquisitions faites aux domiciles de plusieurs personnalités politiques. Au total, 11 perquisitions ont été menées à Antananarivo et en provinces, notamment au domicile de proches du Général Andrianafidisoa. L'un des complices du Général Fidy s'est rendu aux autorités. (D'après *Le Quotidien* du 11/12/2006)

**Albert Zafy sera interrogé** : il n'y aura pas d'arrestation pour l'ancien président de la République Albert Zafy, selon le secrétaire d'État Lucien Victor Razakanirina. "Il fera l'objet d'une enquête sur les armes retrouvées chez lui". Selon Albert Zafy, "ces armes sont des matériels d'entraînement mis à la disposition de mes gardes de corps. Ceux qui ont fait la perquisition étaient déjà informés de la présence de ces matériels chez moi". (D'après *L'Express* du 12/12/2006)

**Un ancien ministre de Zafy perquisitionné** : le domicile de l'ancien ministre des Transports sous le régime d'Albert Zafy, Narison Radanielina, a aussi fait l'objet d'une perquisition. Des dossiers politiques auraient été trouvés : selon les autorités, "il s'agit d'un dossier qui concerne la transition et d'un autre sur les États fédérés. Mais nous sommes actuellement en train de déterminer le moment auquel remonte l'établissement de ce dernier dossier. Il faut le faire pour éviter la confusion puisque le fédéralisme était aussi au centre des débats à l'époque de Didier Ratsiraka". (D'après *L'Express* du 12/12/2006)

**Le Général Fidy arrêté** : le Gal mutin était accompagné de son fils au moment des faits. Il n'avait aucune arme en sa possession et n'a opposé aucune résistance durant sa capture. Le Colonel Rakotomaronirina Alfred, le Colonel Ralaikoa, le Lieutenant-colonel Rakotoarisoa Joie Hans, le Lieutenant-colonel Ramanantsalama, le Lieutenant-colonel Boto Laurent, et le Capitaine Lalaina sont toujours en cavale, comme Pety Rakotoniaina. (D'après *Le Quotidien* du 13/12/2006)

**La stratégie de proposition de prime de 100 millions Ar décidée par le gouvernement a porté ses fruits.** C'est par l'intermédiaire d'un informateur que les éléments des forces de l'ordre ont pu mettre la main sur le général Randrianafidisoa. Ils seront 17 à se partager la somme. (D'après *L'Express* du 14/12/2006)

**Le domicile de Ferdinand Razakarimanana, candidat à l'élection présidentielle, perquisitionné** : cette intervention entre dans le cadre de l'affaire du général Fidy. Malgré tout, les forces de l'ordre n'ont emporté aucun dossier et ont fait montre de beaucoup de civilité. Ferdinand Razakarimanana est la quinzième personne ayant fait l'objet d'une telle opération. Il a toujours nié sa participation aux actions du général Fidy malgré le fait qu'il affichait sans complexe son opposition au régime. (D'après *Les Nouvelles* du 13/12/2006)

**Pety Rakotoniaina, le maire de Fianarantsoa et candidat aux dernières présidentielles, toujours en cavale, risque la prison** : la tentative de barrage qu'il aurait organisée pour empêcher les électeurs d'aller voter est sanctionnée par la loi. Il faut rappeler que malgré sa candidature, il a rejoint quatre autres candidats pour contester la date du 3 décembre. (D'après *Matera* du 14/12/2006)

**Affaire Fidy : le ministre de la Défense nationale appelle à la reddition des deux colonels en cavale.** Il s'est adressé en particulier «à tous les militaires où qu'ils se trouvent, surtout ceux en province, à garder le calme et à rester imperméables aux rumeurs. Je vous dis que l'armée demeure unie et qu'elle n'est pas en guerre » (D'après *Midi* du 14/12/2006)

Quatre officiers se sont déjà rendus et se trouvent sous la responsabilité de leur chef hiérarchique. (D'après *L'Express* du 15/12/2006)

**Le garde de corps du candidat Jean Lahiniriko, Marson Lemiasa, est emprisonné pour la deuxième fois** : « *je ne connais pas exactement le motif de son arrestation* » a déclaré le candidat. Le premier emprisonnement de Marson Lemiasa remonte à 2004. Le président de l'Association des réservistes pacificateurs de Madagascar (Arepan) avait, à l'époque, dirigé le mouvement de revendication en faveur du versement d'indemnités aux « réservistes » de la crise de 2002. (D'après L'Express du 15/12/2006)

**Alain Ramaroson de nouveau perquisitionné** : en l'espace de quelques jours, le domicile du président du parti Masters a été de nouveau perquisitionné. Le mandat émis mentionne expressément une *complicité d'atteinte à la sûreté de l'État*. Comme auparavant, les « visiteurs » n'ont rien trouvé. M. Ramaroson a laissé entendre qu'il va déposer, pour la deuxième fois, une *plainte contre l'État*. Il a l'intention de *saisir la communauté internationale* sur la situation qui prévaut à Madagascar. Contrairement aux engagements de Madagascar aux Accords de Bamako et ratifiés au Liban, a-t-il ajouté, les agissements des autorités malgaches sont de véritables violations de domicile et une atteinte aux Droits de l'Homme. (D'après Tribune et Les Nouvelles du 16/12/2006)

**Cinq compagnons de Pety arrêtés** : en attendant l'arrestation de Pety Rakotoniaina, toujours en cavale, les forces de l'ordre ont mis la main sur 5 compagnons du maire de Fianarantsoa. L'arrestation a été précédée d'une perquisition. Deux d'entre eux sont des gardes du corps de Pety Rakotoniaina. (D'après L'Express du 18/12/2006)

**Panique en haut lieu : c'est au tour des casernes d'être perquisitionnées**. Les motifs ne sont pas dévoilés mais toutes les personnes perquisitionnées ces derniers temps sont soupçonnées d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État. Au sein de l'institution militaire, c'est la stupéfaction voire la grogne. « *On n'a jamais vécu une telle situation* », nous a confié un officier supérieur de la gendarmerie. Le pouvoir n'a plus confiance dans ses forces armées. Le spectre d'un coup d'État hante nos dirigeants depuis l'annonce du général Fidy de la mise en place d'un directoire militaire pour gérer les affaires nationales. (D'après Tribune du 18/12/2006)

**Mandat de dépôt pour le président national de l'association des réservistes pacificateurs de Madagascar (Arepan), Marson Lemiasa** : interpellés par les forces de l'ordre pour diffusion de tracts portant atteinte à la sûreté intérieure de l'État, et un de ses pairs, un chanteur connu, Charles Martin, ont comparu devant le Parquet. A l'issue de leur audition, tous les deux ont été placés sous mandat de dépôt. (D'après Les Nouvelles du 19/12/2006)

**Garde à vue prolongée pour le général Fidy** : après avoir été auditionné par le Parquet, le général Randrianafidisoa est retourné à la brigade de recherche. Sa garde à vue a dû être prolongée pour pouvoir l'auditionner de nouveau pour d'autres chefs d'inculpation. Au total, le général doit répondre à *7 chefs d'inculpation*. Les autorités révèlent *la possible implication d'un candidat à l'élection présidentielle dans l'affaire Randrianafidisoa*. L'officier enquêteur refuse de dévoiler l'identité de l'individu évoqué mais il pourrait s'agir de Pety Rakotoniaina ou du fils de l'illustre Monja Jaona, Monja Roindefo. (D'après L'Express du 20/12/2006)

**Bruits de perquisition à la Gendarmerie** : des casernes appartenant à la Gendarmerie ont fait l'objet de "visites". Un quotidien de la place fait le lien entre la mesure et la recherche du général Fidy. Le haut commandement évoque un contrôle habituel mais ne dément pas totalement l'existence d'un autre objectif. (D'après L'Express du 20/12/2006)

**La maison de Herivelona Ramanantsoa, ministre de l'Aménagement du territoire sous l'ancien régime, a fait l'objet d'une perquisition.** Le propriétaire est actuellement en exil en France. Aucun objet suspect n'y a été découvert. Le frère de Herivelona Ramanantsoa, Benjamina, a marqué sa rentrée politique depuis quelques mois. L'ancien président du Conseil provincial auprès de la province autonome d'Antananarivo, s'est chargé de la *direction de la campagne du candidat Roland Ratsiraka*. (D'après L'Express du 20/12/2006)

**Complice du général Fidy, le colonel Ralaikoa arrêté :** c'est son père, le général en retraite Samson Ralaikoa, qui a annoncé auprès des autorités la reddition de son fils. Il ne reste plus qu'un autre colonel à rechercher parmi les compagnons du général Fidy. Après deux jours marathon d'interrogatoire, ce dernier est attendu à la Maison de force de Tsiafahy. Son procès est prévu pour le 2 février. (D'après L'Express du 21/12/2006)

**Le Général Randrianafidisoa craint d'être agressé par les détenus de 2002 incarcérés comme lui à la maison de force de Tsiafahy** mais sa défense vient d'être informée du refus du Parquet de changer son lieu de placement sous mandat de dépôt. Sa famille appréhende un éventuel *"règlement de comptes, aux dépens de (son) père, qui a participé au mouvement de pacification, et ceux qu'il a arrêtés à l'époque"*, selon ses termes. Les avocats du général ne désespèrent pas de trouver une solution pour leur client. (D'après L'Express du 22/12/2006)

**Le Général Randrianafidisoa risque la peine capitale :** au cas où les enquêtes et les auditions confirmeraient la thèse du plan d'élimination physique du chef de l'État à sa descente d'avion en provenance de Bruxelles, le général mutin risque la peine capitale. En effet, le code pénal stipule clairement que *"l'attentat contre la vie du Chef de l'État est puni de la peine de mort"*. Or, Madagascar n'a jamais appliqué cette sanction et figure parmi les pays *"abolitionnistes de fait"*, la peine capitale pourrait être transformée en peine perpétuelle si les autorités décident de faire un *"ajustement"* juridique. (D'après Le Quotidien du 22/12/2006)

#### **1.1.4 Les Églises et les élections présidentielles**

**La Fjkm conteste l'opposition aux résultats :** son comité chargé de la vie nationale joue l'apaisement. Il lance un appel aux citoyens afin qu'ils acceptent les résultats officiels des élections qui seront prononcés sous peu par la Hcc. Il considère *qu'en dépit de l'existence d'anomalies* dues à des défaillances organisationnelles, *« Les gens ont voté librement et les résultats officiels reflèteront le choix du peuple »*. (D'après L'Express du 16/12/2006)

**Justice et Paix :** *"Des enveloppes contenaient d'avance des bulletins de vote"*. L'organisation n'a pas pu assurer une couverture nationale du scrutin mais a pu observer certaines irrégularités ou difficultés : *« Des enveloppes électorales contenaient déjà des bulletins de vote d'un candidat »* (sans préciser à quel nom), le travail de ses observateurs a parfois été entravé par les autorités locales. Certains électeurs se sont rendus aux urnes en portant des T-shirt de propagande. (D'après L'Express du 14/12/2006)

**Le vicaire général auprès de l'archidiocèse d'Antananarivo, Monseigneur Marc Ravelonatoandro fait son bilan du scrutin (extraits) :** *« Notre pays a fait un grand pas en avant par rapport à l'Afrique. Pour la préparation du scrutin, un des points positifs a été l'informatisation des listes électorales. Au cours de la campagne, la liberté d'expression qui exprime la démocratie a été mise en exergue. L'inexistence de débats sur les projets de société de chaque candidat constitue cependant l'une des défaillances de cette élection. Cette élection finira au premier tour. Cela signifie que les Malgaches ont choisi leur dirigeant de la même manière qu'ils l'ont fait en 2002. Les électeurs*

sont fidèles à leur candidat. Nous devons marcher petit à petit vers la démocratie moderne, c'est-à-dire la mise en place de trois ou quatre grands partis politiques. Ceux qui existent à Madagascar ne possèdent pas encore de maturité sur le plan de l'idéologie. Leur structure n'est pas encore pérenne ». (D'après Les Nouvelles du 20/12/2006)

**Priorité au social pour le nouveau mandat présidentiel : Marc Ravalomanana est intervenu durant le culte à l'église réformée de son village natal** qui est la première à accueillir le président de la République après sa réélection. Il en a profité pour exposer la priorité de ses priorités durant les cinq ans à venir. "On a réalisé environ dix mille kilomètres de route. Nous allons maintenant nous concentrer plutôt sur le volet qui touche directement la vie quotidienne de chacun et de sa famille. Comment réduire la pauvreté ?", s'est-il demandé devant les fidèles. A son tour, le président de la Fjkm, le pasteur Lala Rasendrasahina, a promis **la continuité du partenariat entre l'État et l'Église** pour le prochain mandat. Il a lancé **un appel aux croyants et à la population, afin qu'ils acceptent les résultats officiels de l'élection**. (D'après L'Express du 26/12/2006)

**Les Églises chrétiennes se mobilisent pour l'amendement du code électoral** : deux semaines seulement après l'élection présidentielle, le Ffkm relance le débat sur l'amendement du Code électoral. Une résolution en ce sens a été prise lors de la réunion de son comité central. « Nous terminons le dépôt du projet de loi auprès des institutions qui ne l'ont pas encore reçu. Le Ffkm s'occupe du suivi du processus de décision concernant ce code », a-t-il indiqué. (D'après L'Express du 27/12/2006)

## 1.2 « Bonne gouvernance », lutte contre la corruption

**Lutte contre la corruption : Madagascar améliore son score.** Les résultats de l'indice de perception de la corruption pour 2006 placent Madagascar au coefficient 3,1 ; en progrès par rapport à celui de l'année dernière, qui était de 2,8. **Le Bianco a traité 14.000 doléances** depuis sa création en septembre 2004. Les enquêtes qui ont été menées sur 1.352 plaintes de corruption ont permis d'arrêter 458 personnes dont 143 mises en détention préventive en attendant le jugement. Et les 315 restantes ont obtenu une liberté provisoire. **Madagascar a ratifié en septembre 2005 la Convention des Nations Unies Contre la Corruption** (Cnuc) adoptée le 9 décembre 2003. Ce qui lui permet d'assister à la conférence des États membres, en Jordanie du 10 au 14 décembre afin de décider du sort de l'unique instrument juridique, qui vise à lutter contre la corruption. (D'après Tribune du 09/12/2006)

**Fonction publique : les primes remplacent la hausse des salaires.** La nouvelle année réservera une surprise de taille aux fonctionnaires. La hausse des salaires sera en effet remise en question, suite à une réforme à laquelle il sera procédé à travers le nouveau mode de gratification des agents. « La performance de chaque fonctionnaire sera prise en compte », explique Jean Théodore Ranjivason, ministre de la Fonction publique. Il précise que **"la Grande île reste un pays où les institutions publiques sont politisées, et c'est là que le bât blesse"**. Un expert étranger va assurer la mise en œuvre de cette réforme sur trois ans. **"Un comité interministériel d'éthique et de professionnalisme sera créé pour faire le suivi et l'évaluation de la performance de chaque agent"** (D'après L'Express du 16/12/2006)

**Coopération Police Nationale - Bianco** : dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, le Bianco offre un stage de perfectionnement sur la normalisation des pratiques en matière de la police de circulation routière à l'endroit des éléments de la Compagnie Urbaine de la Circulation et des élèves commissaires et officiers de l'École Nationale Supérieure de la Police Le Bianco a déjà fait une sensibilisation dans chaque



commissariat de police sur la lutte contre la corruption. Il a également diffusé, avec le concours du Secrétaire d'État chargé de la Sécurité Publique, le *Code de déontologie policière*. (D'après Tribune du 20/12/2006)

**Le pillage des richesses minières continue : exploitation sauvage d'un nouveau gisement de saphir dans le Sud, à Antanimora.** Des milliers de personnes se sont déjà installées. Hormis les nationaux, des Africains, des Thaïlandais ainsi que des Sri lankais font partie des nouveaux arrivants. L'anarchie règne. Cette pierre précieuse est *bradée aux étrangers à des prix dérisoires*. Profitant de la famine qui sévit dans cette région, les businessmen font du chantage pour pouvoir acheter du saphir à un prix dérisoire. Devant ce lobbying, les petits exploitants n'ont pas pu résister, à défaut d'une quelconque protection. *Les autorités ne sont que de simples spectateurs et ne font que constater les dégâts*. Elles ne parviennent toujours pas à prendre des mesures adéquates pour mettre fin au pillage des richesses minières qui partent illégalement à l'étranger, notamment en Thaïlande. Pire encore, les richesses du sous-sol *sont à l'origine de conflits divers et d'insécurité*. (D'après Tribune du 28/12/2006)

## 2 DROITS HUMAINS, JUSTICE

**Conditions de travail : coup de pouce des syndicats chinois pour les zones franches.** Un espoir pour les employés des zones franches. Les syndicalistes chinois donneront un coup de main à leurs homologues malgaches pour améliorer les conditions de travail dans les entreprises. Cette décision a été prise lors du séminaire pour les syndicalistes de haut niveau des pays africains francophones, qui s'est tenu à Beijing. Les représentants de Madagascar ont énoncé haut et fort *les problèmes qui prévalent dans les entreprises franches chinoises*. Le non-respect des droits de l'Homme reste, depuis longtemps, une contrainte que les employés doivent endurer. (D'après L'Express du 02/12/2006)

**Informers les enfants sur leurs droits pour sensibiliser les adultes :** c'est en informant les petits que l'on peut atteindre et sensibiliser les grands sur l'importance de respecter le droit des enfants. C'est d'ailleurs *vers les élèves de 7e des écoles primaires publiques que la commission nationale des droits de l'homme s'est tournée pour des séances d'informations* et de sensibilisation sur leurs droits. A l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme du 10 décembre, plusieurs manifestations sont organisées informer les enfants et leur permettre d'évoquer les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. (D'après Les Nouvelles du 09/12/2006)

**39% des adolescents de moins de 14 ans sont mariés :** l'éducation sexuelle des adolescents est un défi difficile à relever à Madagascar pour maîtriser la croissance démographique. *Les adolescents débutent toujours très tôt leur vie sexuelle et procréatrice*. Le gouvernement travaille d'arrache-pied à sensibiliser la population à utiliser le *planning familial* en vue de *réduire l'indice national de fécondité à 3 d'ici 2012*. Cependant, le retardement des mariages et du début de la vie sexuelle des adolescents devrait constituer aussi une priorité. D'après l'Unicef, 39% des adolescents de moins de 14 ans sont déjà mariés. Le pourcentage est juste un peu plus faible en milieu urbain (29%) qu'en milieu rural (42%). La principale origine de ce fait est la précocité sexuelle des adolescents. La moitié des jeunes filles âgées de 19 ans ont déjà enfanté. Dans certaines régions où il est de coutume pour une jeune fille de quitter le foyer familial dès qu'elle a ses règles, 70% des adolescentes âgées de 16 ans sont déjà mères. Par ailleurs, 30% des mères actuelles sont âgées entre 15 et 24 ans. Parallèlement, le recours à l'avortement devient monnaie courante provoquant 63% des décès des femmes âgées entre 15 et 25 ans. (D'après Les Nouvelles du 11/12/2006)

«*Une partie de la société n'est pas en mesure d'accepter les droits des détenus*» selon l'Aumônerie catholique des prisons (ACP), «*d'où la nécessité de renforcer la sensibilisation, la conscientisation et la mobilisation vers un changement de comportement*», a-t-elle expliqué. Une semaine est donc consacrée à cette campagne, dans le cadre de la mise en œuvre du projet «*Promotion et défense des droits fondamentaux des détenus*», placé sous tutelle du ministère de la Justice avec l'appui technique et financier du Crs/Madagascar, sans oublier la contribution des journalistes «*Amis de l'Acp*». Le projet a pour but de permettre aux détenus d'accéder à leurs droits essentiels, dont celui de bénéficier d'un procès dans un délai raisonnable et d'une représentation juridique. Il vise à contribuer à réduire la population carcérale et à relancer une dynamique de la défense pénale. (D'après *Les Nouvelles du 20/12/2006*)

L'ancien président de l'Ofpacpa (association des familles des détenus politiques de la crise de 2002), Victor Wing Hong, est toujours détenu à la Maison centrale de Toamasina après 11 mois de détention préventive. Ses proches réclament l'accélération de la procédure. Le premier président de la Cour d'appel de Toamasina a déclaré que le procès de Victor Hong n'est pas encore en vue. Le tribunal de Première instance n'aurait pas encore tranché. Le président de l'Ofpacpa est impliqué dans l'affaire de l'attaque manquée du magasin Magro [groupe Tiko] de Toamasina, le 9 janvier 2006. Les 5 personnes sur lesquelles ont été découvertes des grenades ont été arrêtées et ont vraisemblablement dénoncé le présumé commanditaire, Victor Wing Hong, inculpé d'atteinte à la sûreté de l'État. (D'après *L'Express du 29/12/2006*)

### 3 MEDIAS

**Campagne présidentielle : une faible couverture journalistique.** L'association Pact Msis a présenté son *évaluation qualitative et quantitative de la couverture médiatique* de l'élection présidentielle. Il a été constaté une faible couverture journalistique de ces événements, notamment une absence de présentation du contenu des programmes. Toutefois, les médias nationaux ont respecté leur obligation d'allouer gratuitement du temps aux candidats mais le temps d'antenne payant a représenté plus de 95% du total, ce qui a procuré un avantage certain aux candidats ayant des ressources financières importantes. (D'après *Le Quotidien du 19/12/2006*)

**Célébration de la Journée mondiale de la radio le 27 décembre :** le président de l'ordre des journalistes, Ruffin Rakotomaharo, a *revendiqué la réouverture dans les meilleurs délais des différentes stations de radios privées sanctionnées par le ministère de tutelle* dans plusieurs régions de l'île, en même temps que la suspension de cette pratique anti-démocratique puisque dictée, dans la majorité des cas, par des raisons plus ou moins politiques. Certaines sont interdites depuis 3 ans. Ruffin Rakotomaharo a une nouvelle fois exigé la *publication d'un code de la communication*. (D'après *Tribune du 28/12/2006*)

### 4 COOPERATION

**Croix-Rouge française : des dispensaires seront créés à Madagascar.** Elle travaillera en étroite collaboration avec la Croix Rouge malagasy (Crm). Cette Ong construira des dispensaires qui fonctionneront comme les centres de santé de base. Ils dispenseront des soins primaires et pourront aussi accueillir des malades pour des consultations. (D'après *Tribune du 19/12/2006*)

## 5 ÉCONOMIE

### 5.1 Fmi, remise de la dette

**Nouveau décaissement en faveur de Madagascar** : encore une note positive des bailleurs de fonds pour le gouvernement. Le Fmi vient d'approuver un *nouveau décaissement de 11,8 millions de dollars*. Ce financement entre dans le cadre du Fonds pour la réduction de la pauvreté et la croissance (Frpc), l'outil d'aide au développement de l'Institution. Cette décision fait suite à une revue de performance, réalisée 6 mois après la signature du nouveau programme. La mission du Fmi, chargée de l'évaluation, évoque une *nette amélioration des indicateurs macroéconomiques mais insiste sur la nécessité de maîtriser l'inflation*, qui reste encore proche des 10% annuels. Le Fmi insiste par ailleurs sur la nécessité d'améliorer la situation financière et de la productivité de la Jirama. (D'après L'Express du 27/12/2006)

**La Russie va annuler la dette de Madagascar** : le vice-ministre des finances russe a annoncé que la Russie pourrait annuler la dette des pays pauvres dans le cadre de l'initiative internationale d'aide aux pays pauvres très endettés (PPTE). Madagascar en fait partie des concernés. Le montant de la dette est de 102 millions de dollars. (D'après Tribune du 28/12/2006)

### 5.2 Situation économique : zones franches, investissements miniers

**Textile : 5 ans supplémentaires pour l'Agoa**. Un soulagement dans le monde du textile. Une des menaces qui planaient sur l'épanouissement du secteur se dissipe. Il s'agit de la suppression en septembre 2007 de la clause spéciale textile de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa). Le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis viennent de voter la prolongation de la Règle Spéciale d'Origine Agoa. Cette loi permet aux pays africains et à Madagascar d'utiliser des matières premières de pays tiers membres Agoa, pour la fabrication de leurs produits exportés vers les Etats-Unis. Cette clause de l'Agoa étant une condition vitale pour le maintien de la compétitivité de la filière textile malgache. (D'après Tribune du 13/12/2006)

**Le secteur textile a créé 9 500 emplois cette année contre 7 000 perdus du fait de la rupture de l'accord multifibre**. 6 entreprises franches s'en vont, 19 autres arrivent. C'est le bilan 2006 de l'industrie textile. Les 6 entreprises ont dû plier bagage à cause de la rupture de l'accord multifibre, l'année dernière, *qui a libéré la Chine des contraintes du système de quota*. Cela a entraîné la perte de près de 7 000 emplois. Aujourd'hui, le compteur affiche 125 industries travaillant dans le textile, sur les 202 entreprises franches implantées à Madagascar. La Grande île se positionne à la troisième place par rapport aux 5 autres pays africains et de l'Océan Indien bénéficiaires de l'initiative Agoa. (D'après L'Express du 19/12/2006)

**La nouvelle année sera celle des grands investissements miniers : le nickel d'Ambatovy, l'ilménite de Taolagnaro et l'huile lourde de Tsimiroro sont autant de projets déjà en chantier ou en attente de démarrage**. Lancé en 2005, le projet d'extraction d'ilménite à Taolagnaro devrait atteindre un niveau de développement important et décisif pour l'économie de cette partie sud du pays. Il représente près de 588 millions dollars d'investissement. Les infrastructures portuaires d'Eoala feront de Taolagnaro le plus grand port de Madagascar. Par ailleurs, le démarrage du projet Ambatovy sera sans conteste un des

moments marquants de la vie économique en 2007. Avec la société Dynatec, qui va investir 5 milliards de dollars, Madagascar bénéficie du *plus grand projet minier actuel au monde* ; il doit créer près de 1600 emplois directs. La compagnie Madagascar Oil, qui annonce une première extraction pilote d'huile lourde sur le site de Tsimiroro en début d'année, affirme avoir levé en bourse près de 60 millions de dollars. *Tous ces projets seront d'une importance primordiale pour notre développement économique.* (D'après L'Express du 29/12/2006)

## 6 SANTE PUBLIQUE, CALAMITES

**Des cas de peste sans la capitale selon l'Institut Pasteur :** Madagascar est l'un des rares pays déclarant encore des foyers de peste. Cette année, cette zoonose se trouve au cœur même de la capitale Affamés, ne trouvant plus leur nourriture dans les champs et fuyant les feux de brousse, les rats remontent en ville et grouillent dans les lieux où les immondices s'entassent. La peste fait toujours partie de ces épidémies dans la ligne de mire des institutions sanitaires telles que l'Oms. 10 principaux foyers sont constamment surveillés en Asie centrale, en Amérique et en Afrique et à Madagascar. (D'après Les Nouvelles du 08/12/2006)

La peste aurait toutefois connu une régression de 30% cette année par rapport à 2005 selon le ministre de la Santé. Depuis le début de l'année, 105 cas ont été diagnostiqués, occasionnant 19 décès. «98% de ces victimes ont succombé en dehors des formations sanitaires. Et les 2% restants n'ont rejoint les centres de santé que tardivement, dans un état critique » (D'après Midi du 09/12/2006)

**Paludisme - l'aide des États-Unis va cibler 8 pays supplémentaires, dont Madagascar :** Cette action portera à 15 le nombre des pays bénéficiant d'une aide dans le cadre de l'initiative du président Bush. Un projet lancé en 2005 qui porte sur cinq ans et 1,2 milliard de dollars. Les contribuables américains, a précisé M. Bush, ont déjà aidé près de 6 millions de personnes grâce à des partenariats avec les pays qui ont bénéficié d'une aide la première année du lancement de l'opération. (D'après United States Department of State du 15/12/2006)

**Frappées par une crise alimentaire sérieuse 30 communes du Sud en situation d'urgence.** A l'occasion de la célébration de son 57e anniversaire, Marc Ravalomanana a eu une pensée particulière pour la population du Sud frappée par une crise alimentaire sérieuse. "Maintenant, 30 communes doivent faire face à une crise alimentaire sérieuse. Et même la faim sévit. Plus de 400 000 personnes sont touchées. Plus de 66 000 personnes reçoivent une aide alimentaire" a-t-il déclaré "Marc Ravalomanana a demandé aux bailleurs de fonds de fournir une aide alimentaire mais aussi d'assurer l'approvisionnement en semences et en eau. Ces derniers ont répondu positivement à l'image du Japon qui a annoncé l'envoi de 8000 tonnes de riz. (D'après Le Quotidien du 13/12/2006)

**Pour 30 communes du Sud et pour le marché local. 22 000 t de riz arrivées à Toamasina en provenance de l'Inde :** cette livraison fait suite à la promesse du président de la République, lors des cérémonies de son 57e anniversaire. 440 000 personnes seront bénéficiaires de cette assistance, en plus des 66 000 ayant déjà reçu 8 000 t de riz grâce à l'Office National de la Nutrition qui a, comme à l'accoutumée, appliqué le système Vivres contre Travail. Le problème affectant le Sud actuellement est la conséquence de la déficience chronique de la pluviométrie dans cette partie de Madagascar et de la période de soudure. Une partie de la livraison sera vendue au public à un prix très abordable « afin que toutes les familles malagasy puissent fêter Noël et recevoir le Nouvel an dans la joie et le bonheur". (D'après Le Quotidien du 15/12/2006)

**La situation est de plus en plus dramatique dans le Sud.** Les premières victimes de la malnutrition sont signalées. La faim fait des ravages parmi les habitants du Sud profond. Si jusqu'à maintenant, un silence total pèse sur les cas de décès, les déclarations de natifs de la région affirment le contraire. Les sources officielles ignorent pourtant la gravité de la situation. "*Aucune information venant de la région ne nous a annoncé des décès jusqu'à maintenant*", déclare le secrétaire exécutif du conseil national de secours (Cns). Les autorités régionales annoncent que les vivres commencent à arriver. (D'après L'Express du 18/12/2006)

**Famine dans le Sud : les Etats-Unis soutiennent les victimes de la sécheresse.** Ils décident d'offrir 50 000 \$, en guise d'assistance d'urgence. "*Cette somme est destinée à importer 10 tonnes de variété améliorée de maïs. L'objectif étant de satisfaire les besoins en semence pour l'actuelle saison culturale*" déclare un communiqué. **Ce maïs sera livré par fret aérien en provenance de Zambie.** Le gouvernement américain entend également fournir 2800 tonnes d'assistance alimentaire. A plus long terme il s'engage à participer à la relance du secteur agricole par la multiplication des variétés de semences. (D'après L'Express du 22/12/2006)

**Cobayes consentants : depuis quelques années, les OGM entrent en Afrique dans un contexte opaque.** Le gouvernement américain vient de consacrer 50.000 dollars pour importer 10 tonnes de variétés améliorées de *maïs en provenance de Zambie* qui seront distribuées dans le Sud de Madagascar où sévit la famine. La question s'impose : quel maïs ? Entre la famine qui ne recule pas et l'introduction d'une alimentation douteuse tant pour la santé que pour l'environnement, *l'Afrique se retrouve entre le marteau et l'enclume.* Le maïs transgénique ainsi exporté en Afrique sert essentiellement, dans ses pays d'origine, de nourriture pour le bétail et aucune « *anticipation scientifique* » n'a encore envisagé les conséquences de la consommation d'OGM sur une population souffrant de malnutrition chronique ou sévère. La Sadc dont Madagascar fait partie a émis certaines recommandations sur la biotechnologie et la biosécurité pour éviter la propagation des produits OGM en exigeant que « *l'assistance alimentaire comprenant des graines et tout matériel végétal de multiplication soit moulue avant d'être distribuée aux populations destinataires* » Mais l'épée de Damoclès plane au dessus des pays Africains éprouvés par la famine. Le congrès américain a voté en mai 2003 une loi qui conditionne l'envoi d'une aide à la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme à l'approbation du pays demandeur de l'introduction d'une aide alimentaire, « *que celle-ci soit ou non issue d'une manipulation génétique* ». L'Afrique serait-elle un cobaye consentant ? Parce que souvent elle n'a pas le choix, oui, sans doute. (D'après Les Nouvelles du 26/12/2006)

**Crise alimentaire : le riz, aliment de base des malgaches, est devenu de plus en plus pour la majorité un produit de luxe.** En effet, faute de moyens financiers, la plupart des familles ne mangent plus à leur faim. Ces derniers temps, le prix du riz ne cesse d'augmenter, pour dépasser la barre de 1 000 Ar le kilo. A titre de comparaison, désormais, *le salaire minimum d'un employé vaut un sac de riz.* La plupart des Malgaches sont victimes d'une crise alimentaire grave sans pour autant parler de "*kere*" (famine). Le pays importe chaque année près de 250.000 tonnes de riz. La Grande île a besoin de grands travaux d'aménagement agricole ainsi que de mécanisation du monde rural afin d'atteindre l'objectif d'autosuffisance en riz. (D'après Tribune du 29/12/2006)

---

**Le site de L'Express est resté inaccessible jusqu'au 12 décembre**

---

*Au 30/12/2006, 1euro 2650 Ariary (cours pondéré)*